

Souveraineté européenne : une nécessité existentielle, adopter une vision stratégique et repenser nos priorités



Christian LEMAIRE

Membre des Forums Mac Mahon du Centre des Professions Financières
Président Fondateur de New Strategy & Vision

Force est de constater que nous assistons à la fin de la mondialisation heureuse, vision sur laquelle l'Europe a basé ses relations commerciales et sa diplomatie depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Et malheureusement d'accepter qu'elle doit faire face au retour des empires avec leur rapport de force et qu'elle doit être prête à cette confrontation.

Dans ce nouvel ordre mondial, restaurer notre souveraineté en Europe devient indispensable, voire existentiel. Ceci l'oblige à repenser profondément sa vision et ses priorités notamment sur l'industrie, les matières premières clés, la défense, le spatial et l'innovation.

Deuxième puissance économique mondiale¹, l'UE a des atouts mais elle doit intégrer que l'économie est désormais subordonnée à la géopolitique. Elle doit se reformer profondément et rapidement comme l'a justement recommandé en sept. 2024 Mario Draghi pour répondre au décrochage économique européen qu'il constate depuis 15 ans et restaurer la compétitivité de l'Europe par rapport aux autres grandes puissances.

Prenons des exemples concrets dans plusieurs secteurs significatifs.

Industrie automobile

Mi-février 2023, la Commission Européenne a décidé d'interdire la production de voiture à moteur thermique en 2035 en Europe.

Beaucoup d'acteurs européens d'automobiles ont annoncé d'importants plans de réduction d'effectifs. Non seulement pour s'adapter mais aussi résister à la concurrence croissante des fabricants chinois qui vendent leurs voitures électriques environ 20% moins chères que les modèles européens.

Il faut évidemment inciter les industriels à mieux protéger l'Environnement mais l'«E» d'ESG ne peut pas être pensé sans intégrer le «S» qui couvre le Social.

Avant de mettre en place un nouveau cadre réglementaire, l'Europe doit systématiquement réaliser une analyse à 360° de ses impacts et contre réactions probables à court / moyen et

¹. L'UE représente ~26 % du PIB mondial avec 18 trilliards € de PIB en 2024, derrière les États-Unis (25,6 trilliards €) et devant la Chine (17,9 trilliards €) en 2024.



long terme. Afin d'optimiser ce cadre, l'Europe doit parallèlement mettre en place des plans d'accompagnement des acteurs concernés pour qu'ils puissent s'y préparer au mieux le plus en amont possible et que les parties prenantes se l'approprient pour rendre, autant que faire se peut, ce cadre « désirable ».

L'Europe doit revisiter son plan pluriannuel 2021-2027 et construire le prochain avec **une vision géostratégique et économique globale, volontaire, pragmatique et opérante**. Avec 32.000 fonctionnaires travaillant à la Commission et un budget de 2 trilliards € sur 7 ans, l'Europe peut faire cet important mouvement pourvu qu'elle adopte une approche plus offensive et qu'elle **focalise son Cadre Financier Pluriannuel vers les priorités stratégiques imposées par le nouvel état du monde**. C'est ce qu'a fait le gouvernement chinois avec succès sur plusieurs secteurs².

Energie et Environnement

En France, après le drame de Fukushima, le gouvernement de l'époque a décidé d'arrêter



Fessenheim et de stopper la construction de nouvelles centrales nucléaires (Dominique Moïsi parle de la politique de l'émotion), détruisant ainsi un grand pôle d'excellence française. Dans le nouveau contexte géopolitique, la relance de notre filière électrique nucléaire, héritée de De Gaulle qui avait une vision de la souveraineté française, est considérée comme un atout clé pour notre pays.

En Allemagne, décision identique notamment sous la pression des Verts. Ayant besoin de beaucoup d'énergies pour leurs usines, de grands industriels allemands se sont mis ensuite dans l'étau du gaz russe, séduits par les prix proposés.

Grâce à d'importantes subventions publiques, l'industrie verte chinoise est à la fois de grande qualité et moins chère que ses concurrentes. L'Europe, qui a su construire Airbus avec succès et subventionner utilement son agriculture, doit s'en inspirer pour rattraper son retard.

Sans souveraineté européenne, quelle transition écologique quand 75% des batteries sont fabriquées en Chine et quelle indépendance quand Trump veut imposer à l'Europe d'acheter encore plus de Gaz Naturel Liquéfié aux USA (alors qu'il provient principalement de gaz de schistes dont l'exploitation est pourtant bannie dans de nombreux pays européens) en nous menaçant de plus de droits de douane ?

Pour renforcer son autonomie stratégique et limiter ses dépendances, **l'Europe doit devenir plus stratégique, moins technocratique et réglementaire³ et adopter une vision prospective et pragmatique**

2. En mai 2015, le parti communiste chinois lançait son plan « Made In China 2025 » avec pour objectif de faire passer son pays du statut d'usine du monde à bas coût à celui de grande puissance industrielle sur 10 secteurs.

3. Entre 2019 et 2024, l'UE a adopté près de 14.000 textes législatifs contre moins de 4.000 aux États-Unis.

tant sur le temps long que sur le temps large car « gouverner, c'est prévoir⁴ » et « ne rien prévoir, c'est courir à sa perte ».

L'agroalimentaire

La Russie est devenue le 1^{er} exportateur de blé tendre avec 22% de la production mondiale sachant que la zone Est de l'Ukraine que Poutine convoite, en représente environ 11%. L'Algérie qui était notre 1^{er} client en blé, l'achète maintenant à la Russie qui lui propose des prix bas et a également « expulsé » les USA de l'Egypte. La Russie a fait la même chose avec le Pakistan et Afrique du Sud qui se sont abstenus à l'ONU de voter les sanctions contre la Russie. Dans cette tendance à la désoccidentalisation du monde, l'agroalimentaire risque de devenir une nouvelle « arme » utilisée par certaines puissances et renforce sa dimension stratégique.

Avec le succès de sa Politique Agricole Commune (PAC), l'UE est le 1^{er} exportateur de produits alimentaires⁵. L'Europe doit donc préparer pour 2027 une PAC à la hauteur de ces enjeux en évitant une approche trop comptable, en revisitant son « Green Deal » et en renforçant la réciprocité dans ses accords internationaux.



Le numérique

Avec Airbus et Ariane Espace, l'Europe a su créer des champions européens technologiques globaux. Alors qu'elle n'a pas su le refaire dans le domaine digital et qu'elle se retrouve maintenant fortement dépendante des GAFAM, l'Europe doit ne pas manquer les rendez-vous clés de l'Intelligence Artificielle, du calcul quantique et



des biotechnologies qui vont révolutionner de nombreux secteurs. L'Union s'est certes dotée d'un cadre réglementaire pour encadrer un marché unique des services numériques et le recours à l'intelligence artificielle⁶ mais l'Europe doit être innovante et entreprenante car la réglementation ne suffit pas.

Dans le cadre stratégique européen pour la période 2021-2027, une des 5 priorités est une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux entreprises. Au-delà des mots, des actes forts s'imposent pour faire émerger de nouveaux leaders aux risques d'être dépendant de puissances dominantes.

La défense

Dans un contexte géopolitique de plus en plus instable avec le désengagement de Trump et la montée de la menace Russe, l'UE a récemment réalisé qu'elle devait développer sa sécurité collective, sa défense redevenant un enjeu critique de souveraineté 80 ans après la 2^{nde} guerre. Les besoins de financement, estimés à plusieurs centaines de milliards d'euros d'ici 2030, dépassent largement les capacités budgétaires publiques. La mobilisation des capitaux privés, via notamment les « Euro Defense Bonds », apparaît comme un levier incontournable et les critères ESG commencent à être assouplis pour permettre d'investir dans le secteur de la défense. Ceci prouve que l'Europe peut avancer collectivement et changer ses anciens principes, certes sous la pression de crises. Elle doit aller plus loin et plus vite.

4. Émile de Girardin.

5. La France est le 1^{er} pays membre avec 17% des exportations européennes.

6. Règlement (UE) 2022/2065 du 19 octobre 2022 (marché unique numérique) et Règlement (UE) 2024/1689 du 13 juin 2024 (AI).

Finances et monnaie

La souveraineté financière et monétaire constitue également un pilier essentiel de l'autonomie stratégique européenne.

Le renforcement du rôle international de l'euro et la réduction de la dépendance de l'UE au dollar (avec son utilisation par les USA pour imposer l'extraterritorialité de son droit), deviennent indispensables pour permettre à l'Europe de peser durablement dans le nouvel ordre mondial où d'autres grandes puissances renforcent le rôle géopolitique de leur monnaie.

Le développement d'une véritable Union des Marchés de Capitaux et l'harmonisation intra-européenne de la fiscalité des entreprises, en particulier au travers d'une taxation équitable des multinationales non européenne, doivent être fortement accélérés.

Construire un marché financier intégré et défragmenté est essentiel pour canaliser l'importante épargne européenne vers ses propres priorités industrielles et technologiques et permettre à l'Europe d'investir beaucoup plus afin de constituer des acteurs puissants et d'innover sans dépendre des autres puissances.

Quelle souveraineté ?

La souveraineté européenne ne peut être assimilée à celle de ses membres puisque l'UE n'est pas un État. En revanche, l'Europe doit consolider ces souverainetés nationales en les faisant avancer dans un nouveau projet commun qui nécessite bien évidemment de renforcer la solidarité entre membres et d'accepter de transférer un peu de souveraineté nationale. Au-delà de la montée des populismes nationaux dans plusieurs pays européens, la compétition mondiale actuelle impose de passer d'intérêts nationaux de CT

aux intérêts communs de LT. Toute lutte inter européenne serait fratricide et favoriserait nos ennemis qui sont d'abord forts de nos faiblesses.

Deux enjeux existentiels :

- 1)** Agir collectivement plutôt que de subir individuellement pour continuer à maîtriser notre destin et ne pas être vassalisé.
- 2)** Arrêter d'être naïfs car le monde dans lequel l'Europe doit désormais vivre n'est pas celui des « bisounours ». Est-ce encore réaliste de viser fièrement à être toujours le 1^{er} de la classe notamment en matière d'ESG, alors que l'Europe est déjà beaucoup plus vertueuse que les autres grandes puissances qu'elle doit affronter de plus en plus frontalement ? Et que notre objectif de toujours faire la course en tête se fait de plus en plus au détriment de notre compétitivité, de notre souveraineté, de notre croissance, de l'emploi et du pouvoir d'achat de nos concitoyens ? Qu'il s'agisse de l'Europe dans le monde ou de la France dans l'Union Européenne, la « realpolitik » est simplement de rester en « premier league ».

Sans souveraineté européenne, comment l'Europe pourra-t-elle préserver ses valeurs fondatrices basées sur la démocratie et l'état de droit ? Comment pourra-t-elle incarner un avenir meilleur pour ses enfants et protéger ses citoyens face à la volonté de suprématie des grandes puissances et contre la violence prédatrice de régimes dictatoriaux aux portes de l'Europe ?

L'Europe et ses principaux pays membres doivent remettre la Souveraineté au cœur de leurs politiques publiques en « leverageant » sa puissance économique et ses atouts qui restent encore importants pour (re)devenir un acteur géopolitique de 1^{ère} division et affronter les grands basculements du 21^{ème} siècle. ■

